

La Chambre des communes

M. Crosbie: Madame le Président, je suis certain que le ministre est plein de bonnes intentions, mais Terre-Neuve attend qu'il agisse. Les accords dont j'ai parlé ont été approuvés et adoptés par le Conseil du Trésor il y a des mois et n'ont toujours pas été appliqués. Le ministre de l'honorable député ne répond même pas à la correspondance ni aux télex du gouvernement de Terre-Neuve.

● (1140)

Je ne sais pas s'il s'agit d'une question de partisanerie ou quoi que ce soit, mais il demeure que des mesures immédiates doivent être prises parce que cette année, les fonds disponibles du MEER à Terre-Neuve ont été réduits de moitié jusqu'à maintenant et toutes les ententes doivent être respectées. Le ministre peut-il donner l'assurance à la Chambre que des mesures seront prises au cours des prochaines semaines pour régler ces questions très urgentes, parce que les possibilités d'emploi s'envolent de Terre-Neuve qui connaît un taux très élevé de chômage cette année et où les mises en chantiers sont très peu nombreuses?

M. De Bané: Voyez-vous, madame le Président, le budget dont je dispose actuellement est, à toutes fins utiles, celui qu'avait présenté le gouvernement précédent.

M. Crosbie: Aucun crédit n'est prévu pour cela non plus.

M. De Bané: Par prenez exemple le cas de NORDCO. C'est le Conseil du Trésor du gouvernement précédent qui a rejeté l'appel du gouvernement de Terre-Neuve qui demandait une prolongation des crédits.

Des voix: Oh, oh!

M. De Bané: En réalité, je suis donc lié par les contraintes qui me sont imposées. Même si nous ne répondons pas à la correspondance ni ne prenons d'autres engagements, les ressources financières actuelles du ministère sont utilisées jusqu'au dernier cent. Je dispose de juste assez de crédits pour respecter les engagements antérieurs qu'a pris notre gouvernement et ceux du gouvernement de l'honorable député.

Je dis donc que nous devons établir nos priorités, à nous tous. Allons-nous offrir les moyens d'aider les régions pauvres du Canada qui ont désespérément besoin d'un développement économique? Donnez-m'en les moyens et je répondrai par l'affirmative à toutes les demandes.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE DANS LA TRIBUNE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN

Mme le Président: Je désirerais saluer la présence dans nos tribunes du Secrétaire général de l'OTAN, M. Joseph Luns, que je remercie de sa visite.

Des voix: Bravo!

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE AUTOROUTE À TRAVERS LES TERRES, À OTTAWA

L'hon. Walter Baker (Nepean-Carleton): Madame le Président, j'aimerais adresser ma question au ministre de l'Agriculture qui en a été informé. Le ministre sait sans doute que la population des régions de la ville de Nepean, en particulier, Manordale, Woodvale, Trend Village, Arlington Woods, Merivale Garden et d'autres secteurs s'inquiètent de plus en plus du projet de prolongation de l'artère Knoxdale-Hunt Club qui devra nécessairement passer sur les terres d'Agriculture Canada. On a proposé ce projet.

Le gouvernement du Canada et la municipalité régionale ou une autre municipalité ont-ils conclu une entente prévoyant la prolongation de cette artère?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le ministère de l'Agriculture n'a conclu aucun accord ni reçu aucun avis.

Je serais étonné que la province d'Ontario permette qu'une autoroute à quatre voies traverse la station de recherche agricole que nous considérons également importante. Nous vérifierons encore, mais nous n'avons rien trouvé du tout pour le moment.

* * *

L'IMMIGRATION

LE STATUT D'IMMIGRANTS REÇUS AUX MENNONITES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Comme le Canada a montré beaucoup de compassion pour les réfugiés au cours des dernières années, comme en témoigne l'accueil récemment réservé aux réfugiés indochinois, le ministre pourrait-il accorder autant d'attention aux familles mennonites venues du Mexique qui vivent maintenant au Canada?

Les membres de ces familles peuvent trouver du travail ou trouver quelqu'un qui leur promette un emploi, s'ils ont la permission de travailler, et pourtant, ils risquent d'être déportés bien que leurs parents soient nés au Canada ou y vivent depuis des années. Ces gens ne savaient pas qu'ils étaient tenus de faire connaître leurs intentions avant leur vingt-quatrième anniversaire pour demeurer au Canada. Le ministre pourrait-il accorder, pour des raisons humanitaires, le statut d'immigrants reçus à ces gens et aux autres familles mennonites qui n'ont pas été informées du règlement?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, comme le député le sait, c'est une situation qui dure depuis bien des années. Nous avons informé les travailleurs mennonites qui sont actuellement au Canada que, s'ils veulent présenter une demande aux termes de la loi sur la citoyenneté pour redevenir citoyens canadiens, nous suspendrions toute ordonnance de déportation les touchant et toute poursuite intentée contre eux.